

CE QUE SIGNIFIE LE COVID-19 POUR LES TRAVAILLEUR·EUSES QUI FABRIQUENT LES VÊTEMENTS?





à DÉCOUVRIR

#PAYYOURWORKERS

STATISTIQUES DU LIVEBLOG DE LA CCC

H&M

PRIMARK

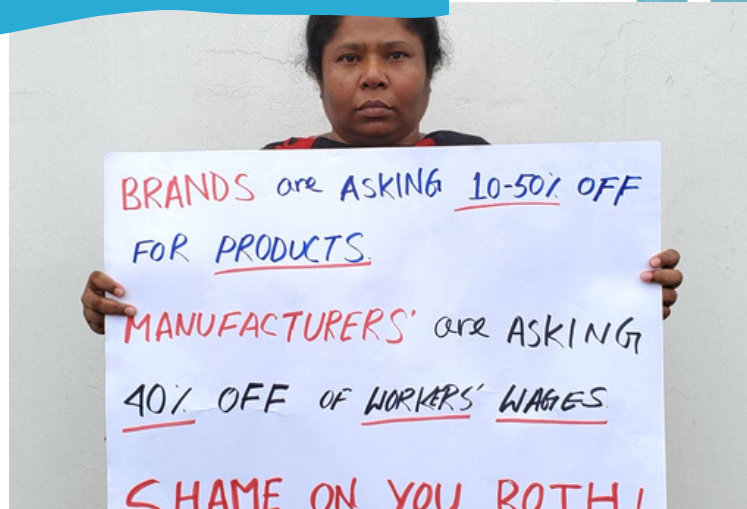
NIKE

UN(DER)PAID IN THE PANDEMIC

MOBILISATION NATIONALE AU CAMBODGE

IMPACTS DU COVID-19 PARTOUT DANS LE MONDE

#PAYYOURWORKERS



Les perturbations dans les filières d'approvisionnement, les annulations de commandes et les fermetures d'usines souvent imposées à la hâte dans les pays producteurs de vêtements, ont gravement affecté les conditions d'existence des travailleur-euses de l'industrie de l'habillement.

Les salaires de misère ont toujours été la norme dans l'industrie de l'habillement, des millions de travailleur-euses luttent depuis longtemps pour nourrir leur famille, et sont lourdement endettées.

Avec la fermeture de milliers d'usines pendant des semaines, voire des mois, liées au COVID-19, beaucoup de travailleur-euses n'ont pas reçu ou qu'une partie, leur salaire régulier, si tant est qu'elles en recevaient.

#PAYYOURWORKERS



Nos recherches publiées en août 2020 montrent que dans certains pays, au moins d'avril, les travailleur-euses recevaient **moins de 25 % de leur salaire régulier**. À échelle mondiale, un manque à gagner entre **2,7 en 4,9 milliards d'euros** a été estimé sur trois mois de la pandémie.
(de mars à mai)

Les marques et enseignes de l'habillement doivent faire deux choses pour s'assurer que les travailleur-euses qui fabriquent leurs vêtements soient payés pendant et après cette crise :

1. **#PayUp** : payer intégralement les commandes passées avant la pandémie
2. **#PayYourWorkers** : garantir à ce que tous les travailleur-euses perçoivent leur revenu régulier pendant la pandémie en s'engageant à garantir les salaires et en adhérant à un fonds de garantie des indemnités de licenciement.

#PAYYOURWORKERS

h Pay your garment
workers #payup
#whomademyclothes

2d Reply

son We demand
payment for the underpaid
garment workers. #payup

18h
art PAY UP PAY UP
UP PAY UP PAY UP PAY UP
UP PAY UP

4h 4 likes Reply

La campagne **#PayUp** a incité plus de 20 marques à s'engager à payer leurs commandes en production au début de la pandémie. Beaucoup de ces marques ont renoncé aux annulations de commandes qu'elles avaient initialement imposées à leurs fournisseurs, ce qui signifie que les travailleur-euses ont pu au moins recevoir une partie du salaire qui leur était dû.

Il est temps pour les marques de passer à l'étape suivante. Nous leur demandons gentiment depuis le mois de juin. **Qu'attendent-elles ?** Les travailleur-euses ne peuvent pas attendre.

H&M, Primark et Nike, les marques présentées ici, font partie des filières d'approvisionnement les plus régulièrement citées lorsque les travailleur-euses révèlent les vols de salaires et les licenciements. Les travailleur-euses citent également de nombreuses autres marques de vêtements et détaillants qui les ont laissés sans salaire, notamment **Bestseller (Jack & Jones), Next, Arcadia (Topshop) et Inditex (Zara)**.

Pour responsabiliser les marques, nous devons montrer qu'il est inacceptable que des travailleur-euses soient laissées sans rémunération pendant la pandémie. **Il est temps d'agir!**

STATISTIQUES DU LIVEBLOG

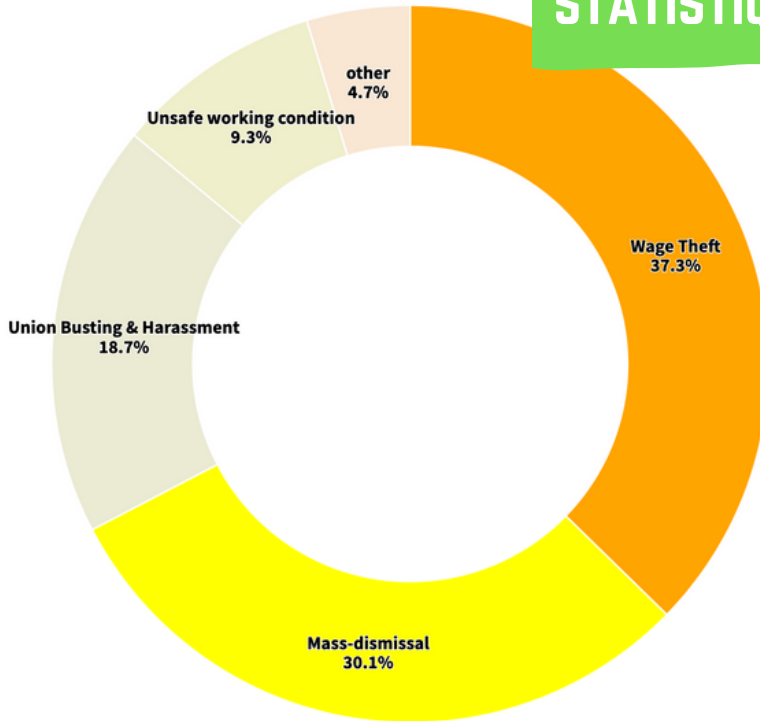
La Clean Clothes Campaign a collecté des rapports en provenance des médias et de notre réseau sur la façon dont la pandémie a impacté les travailleur-euses de l'habillement dans le monde entier.

La vague d'annulations de commandes à partir de mars, lorsque la plupart des sièges sociaux ont commencé à être fermés, a gravement aggravé la situation déjà désastreuse des travailleur-euses de l'habillement.

Le blog, mis à jour, depuis le 17 mars fournit des infos instantanées des conséquences de la pandémie et contient principalement des informations provenant des régions où notre réseau est le plus présent.



STATISTIQUES DU LIVEBLOG



Violations des droits humains liées au Covid-19 dans les filières de confection de vêtements

Les violations rapportées dans le blog ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La plupart des cas ne nous parviennent pas car les travailleur-euses ont peur de parler, ne savent pas à qui s'adresser, ou parce que les médias n'ont pas repris leur affaire.

Au cours des 6 premiers mois de la pandémie, nous avons relevé **193 cas de violations des droits des travailleur-euses.**
(Nous avons prélevé un échantillon du 17 mars au 5 septembre)

STATISTIQUES DU LIVEBLOG

Le problème le plus fréquemment signalé est le non-paiement des salaires. Parmi les 72 cas signalés sur le live-blog **H&M**, **C&A**, **Next**, **Arcadia (Topshop)**, **PVH (Calvin Klein, Tommy Hilfiger)** et **Primark** ont été cités le plus souvent.

Cela montre que la responsabilité permanente des marques s'étend au-delà du paiement des commandes : trois de ces marques - **H&M**, **PVH** et **Next** - ont déjà indiqué en mars et avril qu'elles paieraient toutes les commandes malgré leurs annulations antérieures. Néanmoins, les travailleur-euses de leurs filières d'approvisionnement se sont retrouvés sans revenu pendant la pandémie.

Les travailleur-euses ont besoin de la garantie d'être payé-es par les marques qui détiennent un pouvoir sur la filière d'approvisionnement.



STATISTIQUES DU LIVEBLOG



Les travailleur-euses impayé-es pourraient conserver leur emploi.

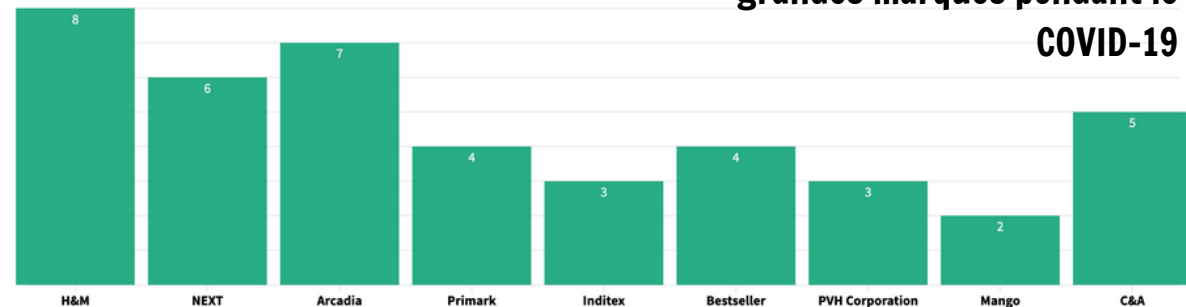
Dans de nombreux cas, pourtant, ils et elles sont simplement licencié-es en masse: soit parce que les usines sont en faillite, soit pour éviter de payer des primes obligatoires, soit par discrimination des travailleur-euses syndiqué-es.

Dans des pays où l'assurance chômage ou d'autres filets de sécurité sociale font défaut, face à la forte baisse des emplois disponibles, le licenciement est souvent synonyme de famine.

STATISTIQUES DU LIVEBLOG

Wage Theft

Wage Theft



Source: Media report, and documentation submitted by labor organizations in CCC network during March 17 - September 5

Violation des droits par les grandes marques pendant le COVID-19

Le blog donne des informations précieuses sur les violations des droits du travail qui ont commencé à se multiplier pendant la pandémie : le non-paiement des salaires, les licenciements massifs, le non-respect de la santé et de la sécurité, et les attaques contre les syndicats. Il montre également quelles marques ont continué à être nommées à maintes reprises, parmi lesquelles **H&M** et **Primark**. L'une des filières d'approvisionnement où les travailleur-euses touché-es massivement se sont le plus organisés est celle de **Nike**.

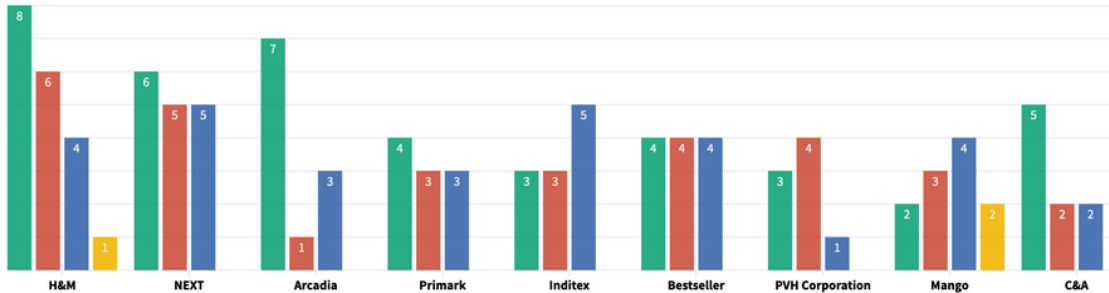
STATISTIQUES DU LIVEBLOG

La grande majorité de ces travailleur-euses n'auront pas accès aux indemnités de licenciement auxquelles ils et elles ont légalement droit, car celles-ci devraient être versées par l'employeur, souvent à l'initiative des licenciements, invoquant des raisons financières. L'application de ce paiement obligatoire fait également défaut en général.

Major Brands' Rights Violations during COVID-19

All

■ Wage Theft ■ Mass-dismissal ■ Union Busting & harassment ■ Unsafe Working Conditions



Source: Media report, and documentation submitted by labor organizations in CCC network during March 17 - September 5

Dans les cas de licenciements massifs et de non-paiement d'indemnités de licenciement signalés dans notre live-blog pendant cette période, **H&M, Inditex (Zara), Bestseller (Vero Moda), Mango, C&A et PVH** ont été cités le plus souvent.



H&M



H&M

LOOK GREAT, FEEL GOOD, BE CONSCIOUS.

How can we create a more sustainable fashion future?

Lorsque nous avons entendu parler de cas de non-paiement des salaires ou de licenciements massifs pendant la pandémie, la marque la plus souvent mentionnée a été **H&M** : l'une des plus grandes marques de Fast Fashion au monde.

H&M a rapidement payé les commandes passées, mais a oublié que cela ne suffisait pas pour garantir que les travailleur-euses reçoivent leur salaire régulier complet pendant la pandémie.

H&M - WINDY



Les travailleur-euses ont entamé une grève de la faim symbolique pour demander la réintégration des travailleur-euses du groupe Windy, qui fournit H&M et Zara. 3000 d'entre elles et eux ont été licencié-es dans les trois seules usines syndiquées du groupe Windy. Lorsque les travailleur-euses de l'usine Saybolt Tex Ltd ont tenté de s'engager dans des activités syndicales, les 1600 ont été licencié-es. À l'usine Windy Wet & Dry Process Ltd, 200 travailleur-euses ont été licencié-es après avoir soumis des documents syndicaux pour enregistrement au ministère du travail.

Chez Tanaz Fashion Ltd, 1200 travailleur-euses ont été licencié-es après avoir commencé à former un syndicat.

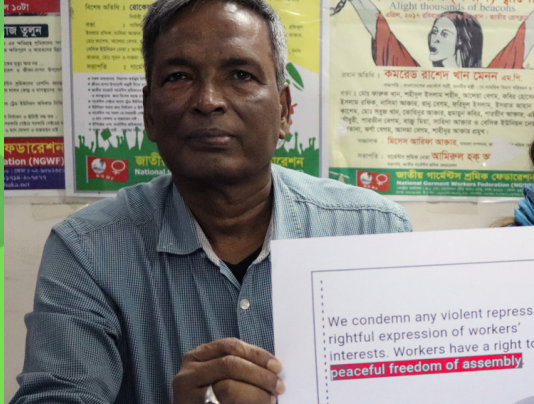
Ces travailleur-euses n'ont pas seulement été privé-es de leurs droits de s'organiser et de s'exprimer, ils et elles n'ont pas non plus reçu les salaires et les indemnités de licenciement qui leur étaient légalement dus.

À Saybold Tex, les travailleur-euses ont reçu 60 % de leur salaire d'avril d'un fonds gouvernemental, mais comme les usines n'ont pas légalement droit aux incitations du gouvernement si elles licencient des travailleur-euses, aucun salaire complet n'a été versé depuis. Les travailleur-euses licencié-es n'ont pas non plus reçu les indemnités qui leur étaient légalement dues.

Dans l'entreprise Tanaz Fashion, les travailleur-euses n'ont reçu que 60 % de leur salaire de mai et n'ont pas reçu l'intégralité de l'indemnisation lors de la réduction des effectifs.



H&M - WINDY



"Le groupe WINDY, fournisseur de H&M et de Zara, a fait 3 000 victimes parmi les travailleur-euses de l'industrie du vêtement en fermant illégalement des usines et en procédant à des licenciements pendant la crise du Corona. Ils n'ont même pas payé les indemnités légales. Ces 3000 travailleur-euses sont maintenant au chômage, ils et elles auront du mal à trouver un nouvel emploi et sont confronté-es à la faim".

Amirul Haque Amin, Président de la National Garment Workers federation

H&M dit que:

"Du fait du confinement au Bangladesh, et de la baisse de la demande des marques de mode et des acheteurs en raison du COVID-19, le fournisseur auquel vous faites référence a partiellement fermé deux unités qui produisent, entre autres, pour H&M Group. Tou-tes les travailleur-euses touché-es par ces licenciements ont été indemnisés conformément à la législation nationale et aux accords conclus avec les syndicats".

H&M, nous voulons savoir: Que faites-vous pour garantir la justice à ces travailleur-euses ?

QUI PAYE LE PRIX?

Fazlur Rahman, 35 ans.

Tanaz Fashion.

- Licencié -

Il emprunte de l'argent à des collègues qui ont encore leur travail pour subvenir aux besoins de sa famille avec deux enfants.



H&M - WINDY

QUI PAYE LE PRIX?



**Taslina Begum, 25 ans.
Saybolt Tex.
- Licenciée -
Elle travaillait jusqu'à 19
heures par jour pour
augmenter son salaire de
8000 BDT (94 USD) à 14 500
BDT (171 USD)
par mois pour subvenir aux
besoins de sa mère et de son
fils vivant à la campagne.**

via [Dagens Nyheter](#)

PRIMARK



PRIMARK
CARES

Primark a tenté d'éviter la responsabilité de payer les commandes, en promettant un fonds pour les salaires. Ce n'est que plusieurs mois plus tard que l'entreprise s'est finalement engagée à payer ses fournisseurs dans leur intégralité. Maintenant, nous voulons savoir si Primark peut prouver que les travailleur-euses qui cousent ses vêtements ont effectivement reçu leur salaire régulier complet lors des fermetures d'usines.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH

Image: Des travailleur-euses bloquent une autoroute le 13 avril 2020 lors d'une manifestation salariale. Ce ne sont pas les mêmes personnes que celles mentionné-es ci-dessous.

Shutterstock/Sk Hasan Ali.

En avril et mai, les travailleur-euses du Bangladesh sont descendu-es dans la rue et ont bloqué les autoroutes pour protester contre la décision du gouvernement selon laquelle les usines ne devraient payer aux travailleur-euses que 60 à 65 % de leurs salaires.



Les 9 et 10 mai, environ 4 000 travailleur-euses des usines Doreen Apparels Ltd et Doreen Garments Ltd, fournisseurs de Primark à Dhaka, ont bloqué une autoroute pour réclamer leur salaire complet d'avril. Ils et elles ont demandé la réouverture des usines, après leur fermeture pour une période indéterminée, en espérant que cela leur permettrait de toucher à nouveau leur salaire complet.

Les travailleur-euses se sont retiré-es lorsque la direction a assuré que les usines ouvriraient bientôt.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH

"Le responsable a dit : l'usine ne peut pas vous garder à cause du manque de commandes. Donc, nous devons licencier les travailleur-euses non permanents comme vous. (...) Nous leur avons demandé si nous perdions notre emploi, comment allons-nous survivre, qu'allions-nous manger, comment allons-nous payer le loyer ? Mais le responsable a répondu qu'ils ne pouvaient rien faire, qu'ils n'avaient plus les moyens de nous garder au travail. (...) La direction m'a donné 11 453 BDT [113 EUR] au total, et m'a dit de ne pas revenir".

**Un travailleur de l'habillement dans une usine
d'un fournisseur de Primark au Bangladesh**



Image : Des travailleur-euses bloquent une autoroute le 15 avril 2020 lors d'une manifestation salariale. Ce ne sont pas les mêmes personnes que celles mentionnées ci-dessous.

Shutterstock/Sk Hasan Ali.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH



D'autres travailleur-euses de la filière d'approvisionnement de **Primark** sont descendus dans la rue les mêmes jours. Des travailleurs de **Rose Intimates Ltd**, qui fournit également d'autres grandes marques telles que **Bestseller**, **Matalan** et **Peacocks**, se sont joints aux manifestations pour exiger le paiement intégral des salaires et la possibilité de reprendre le travail. Plus tard au cours du même mois, plus de 300 travailleur-euses - un tiers de la main-d'œuvre - ont été licenciés, ne recevant qu'une partie des indemnités qui leur étaient légalement dues.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH

"Je vis toujours au jour le jour. Mon revenu et mes frais sont toujours quasi-égaux. Je réduis mes frais de nourriture pour envoyer plus d'argent à ma fille et à ma mère. Je n'ai plus rien à réduire. Je suis à la limite (...) Quand mes voisins se rendent dans leurs usines, je les regarde. Je ne peux pas arrêter mes larmes (...)

A qui pourrais-je emprunter de l'argent ? Je suis orphelin, mon père est décédé quand j'étais enfant, mes oncles maternels sont aussi de très pauvres à la journée".

Un travailleur de l'habillement dans une usine
d'un fournisseur de Primark au Bangladesh

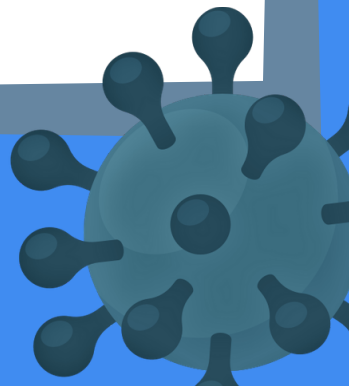


Image : Des travailleur-euses bloquent une autoroute le 13 avril 2020 lors d'une manifestation salariale. Ce ne sont pas les mêmes personnes que celles mentionné-es ci-dessous. Shutterstock/Sk Hasan Ali.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH

Les travailleur-euses de Fakir Knitwears Ltd. qui fournissent **Primark** et **H&M** ont protesté pour recevoir une avance de 50 % de leurs salaires et primes de mai avant la fête de l'Aïd el-Fitr, le 24 mai.



La direction de l'usine a promis de payer les salaires dans les délais, mais a porté de fausses accusations de vandalisme contre 100-150 travailleur.euses de l'usine, les accusant d'avoir endommagé des biens de valeur de l'usine. En réponse, la police a arrêté deux travailleur-euses. En juin, ils et elles ont donc continué à protester contre l'arrestation de leurs collègues et à demander leur réintégration

Image : Des travailleur.euses bloquent une autoroute en mai 2020 à Dhaka lors d'une manifestation pour les salaires. Ce ne sont pas les mêmes personnes que celles mentionné-es ci-dessus. Shutterstock/Sk Hasan Ali.

PRIMARK - MANIFESTATIONS MASSIVES AU BANGLADESH

Dans la plupart des cas, la dernière fois que nous avons entendu parler de ces travailleur.euses, c'était en mai et juin, et nous voulons maintenant savoir ce qu'en pense **Primark** : Que s'est-il passé depuis ? Ont-ils reçu les salaires qui leur étaient dus ?



NIKE



Les travailleur-euses nous disent qu'ils et elles ont été sous-payé-es et même licencié-es sans indemnités légales dans les usines qui approvisionnaient Nike.

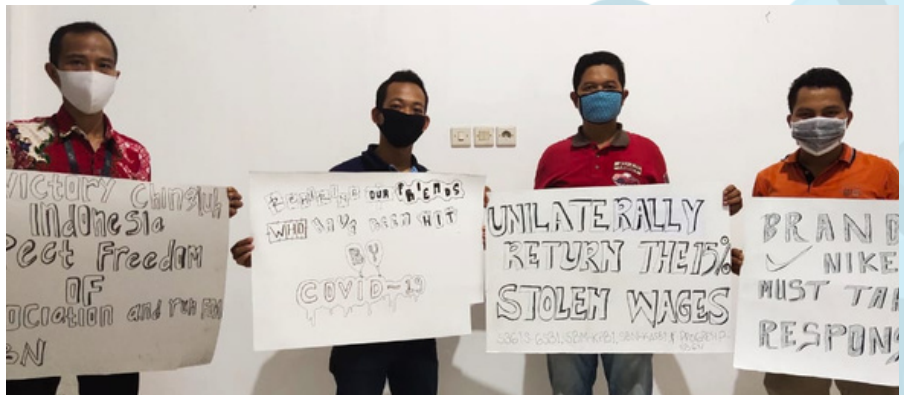
Nous soutenons leur lutte et demandons à Nike : Vous avez payé pour les commandes, mais qu'en est-il de la garantie que vos travailleur-euses obtiennent ce qui leur est dû ?

NIKE - PT VICTORY CHING LUH



L'usine Victory Ching Luh en Indonésie a commencé à licencier des travailleur-euses lorsque les premiers effets de la pandémie se sont fait sentir.

La première fois, environ 500 travailleur-euses en formation ont dû partir. Puis, lors de la vague de licenciements suivante, près de 5 000 travailleur-euses ont été licencié-es. Les syndicats représentés dans l'usine n'ont pas été consultés. Les représentants syndicaux affirment que les licenciements ont été causés par les réductions de commandes de Nike.



NIKE - PT VICTORY CHING LUH



Les conditions de vie des 17 000 travailleur.euses restants ne sont pas garantie par le licenciement de leurs collègues.

Les représentants syndicaux rapportent s'être opposés sans succès aux réductions des jours de travail et des salaires depuis juillet.

L'usine menace de licencier des milliers d'autres travailleur.euses si les syndicats n'acceptent pas les réductions de salaires.

NIKE - PT VICTORY CHING LUH

CE QUE DISENT LES LEADERS SYNDICAUX:

"Nous avons demandé à la direction de réduire les heures de travail et les heures supplémentaires, mais ils ont dit que les licenciements étaient inévitables."

M. Suwandi Hekkindo, chef du syndicat GSBI

"Les usines utilisent le COVID-19 comme excuse pour licencier les travailleur-euses et déménager dans un endroit moins cher."

M. Ramidi, secrétaire général du syndicat SPN

"Les jours fériés ne sont pas ce que les travailleur-euses veulent, mais c'est la décision de l'entreprise. L'argent perdu à cause des réductions de salaire dues aux congés doit donc être rendu aux travailleur-euses".

Emelia Yanti Siahaan, secrétaire générale de GSBI

NIKE - PT VICTORY CHING LUH

JEMIRAH, OPÉRATRICE ET RESPONSABLE
SYNDICALE à VICTORY CHING LUH

"Avant la pandémie, tout était normal. Les salaires et les heures supplémentaires étaient entièrement payés. Mais ensuite, la direction a commencé à dire que les commandes avaient diminué et qu'il n'y avait plus de revenus. Nous n'y avons pas cru, alors nous avons demandé à la direction de [nous] donner des preuves, et de nous les montrer".

"La direction ne nous a pas consultés au sujet du licenciement, elle a simplement réuni tous les syndicats et nous a dit qu'elle devait réduire les effectifs. ... En juin, la direction nous a dit que, pour éviter de nouveaux licenciements, elle réduirait les jours de travail pendant trois mois et appliqueraient le principe : pas de travail = pas de salaire"



NIKE - PT VICTORY CHING LUH



**"Ne faites pas peser le poids
de l'impact du COVID-19
uniquement sur les épaules
des travailleur-euses".**

via [The Jakarta Post](#)

**Emelia Yanti Siahaan,
Secrétaire générale de GSBI**

UN(DER)PAID IN THE PANDEMIC REPORT

Dans le rapport Un(der)paid in the pandemic, les pertes de salaire d'environ 13 millions de travailleurs dans sept pays ont été estimées.

L'écart salarial, bien que basé sur des estimations approximatives, indique le montant du financement nécessaire pour combler les salaires des travailleur-euses de l'habillement.

Les calculs des salaires des travailleur-euses sont basés sur le salaire mensuel minimum du secteur de l'habillement dans chaque pays étudié. Il est toutefois important de noter que de nombreux-ses travailleur-euses gagnent, en moyenne, plus que le salaire minimum de leur pays lorsqu'on inclut les heures supplémentaires régulières, les primes et autres allocations.

ÉCART SALARIAL - BANGLADESH

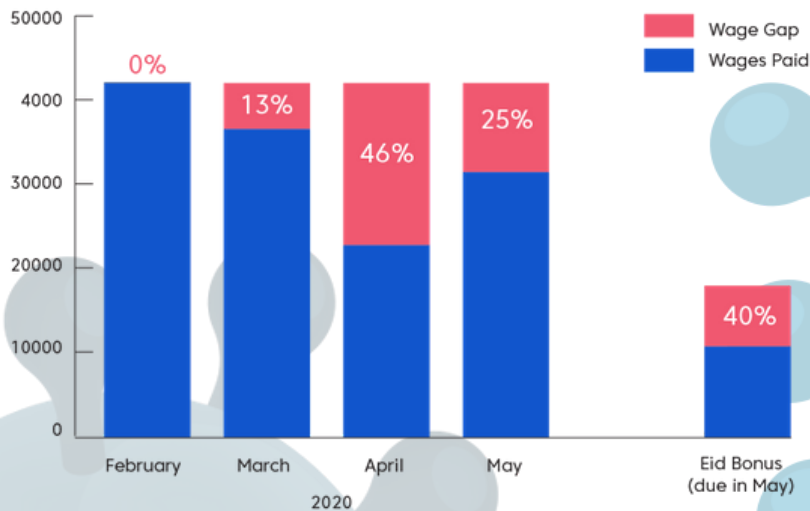
258 USINES



107 USINES

PRIMARK®

BANGLADESH, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN BDT)



écart salarial entre
mars et mai 2020:

**424 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

ÉCART SALARIAL - CAMBODGE

H&M

32 USINES

PRIMARK®

22 USINES

NIKE®

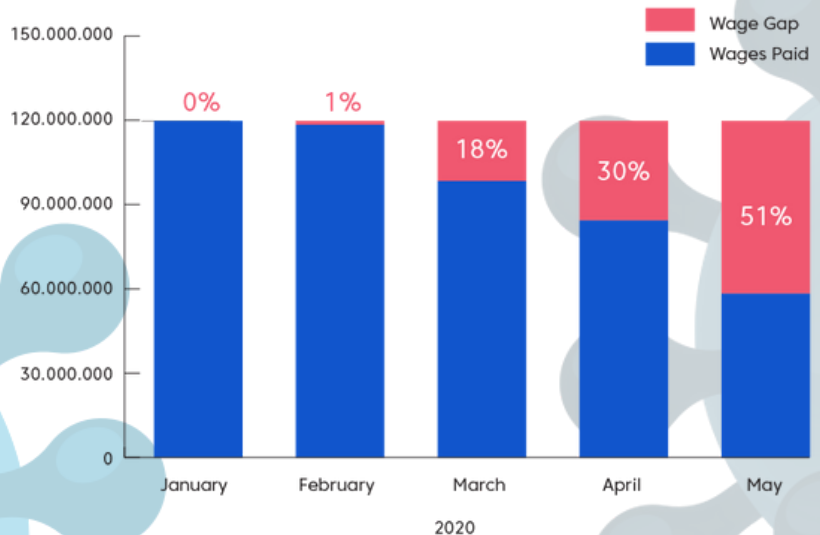
12 USINES

écart salarial entre
mars et mai 2020:

**105 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

CAMBODIA, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN USD)



ÉCART SALARIAL - INDE

220 USINES



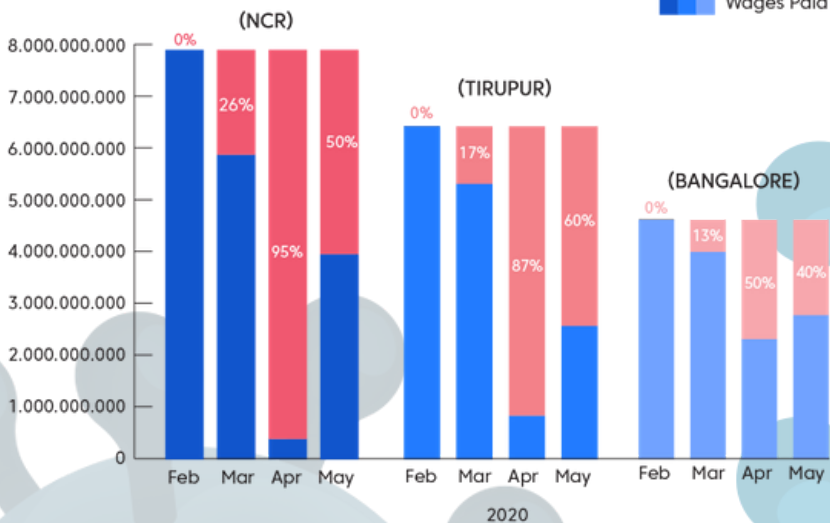
145 USINES

PRIMARK®

7 USINES



INDIA, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN INR)



écart salarial entre mars et mai 2020:

220 MILLIONS D'EUROS

Il s'agit d'estimations comme l'explique le rapport Un(der)paid in the pandemic de la CCC

ÉCART SALARIAL - INDONÉSIE



78 USINES



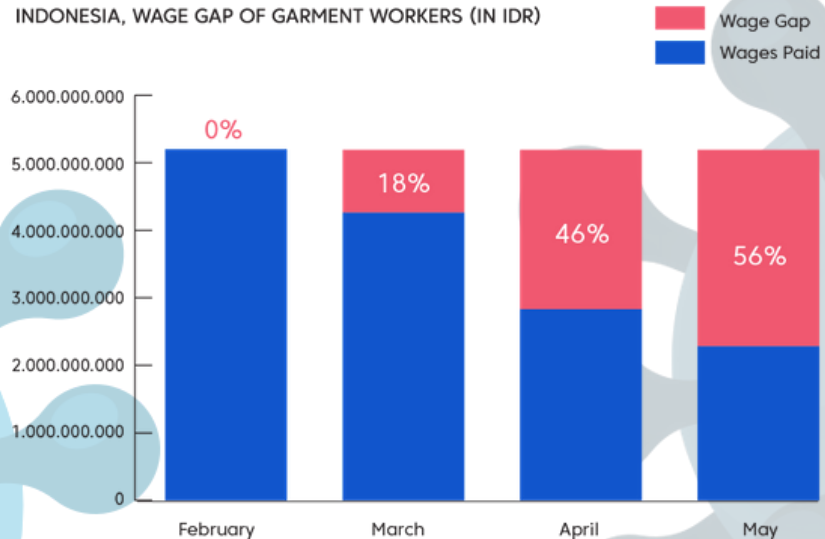
38 USINES

écart salarial entre
mars et mai 2020:

**343 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

INDONESIA, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN IDR)



2020

ÉCART SALARIAL - MYANMAR

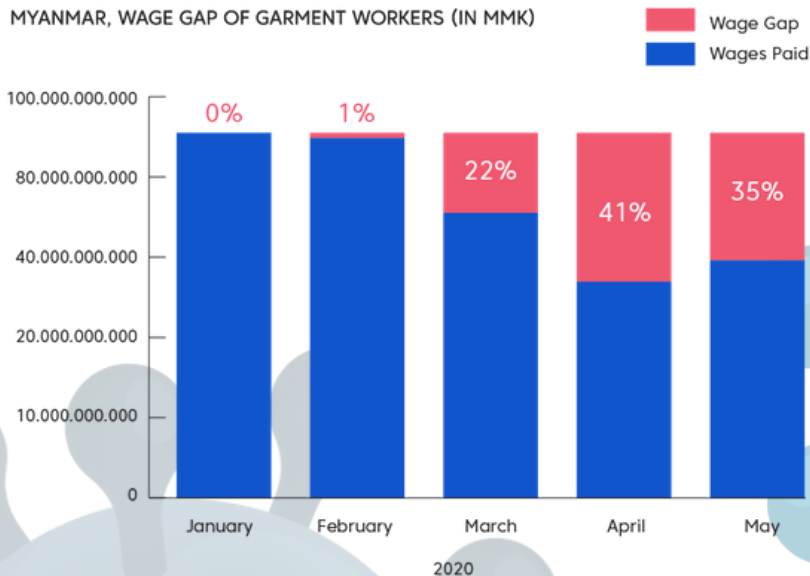
48 USINES



12 USINES

PRIMARK®

MYANMAR, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN MMK)



écart salarial entre
mars et mai 2020:

**54,5 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

ÉCART SALARIAL - PAKISTAN

H&M

32 USINES

PRIMARK®

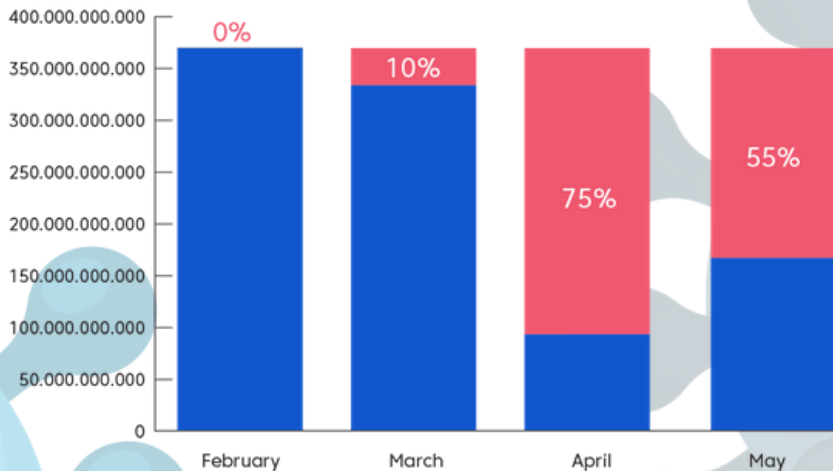
23 USINES

NIKE

6 USINES

PAKISTAN, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN PKR)

Wage Gap
Wages Paid



écart salarial entre
mars et mai 2020:

**272 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

ÉCART SALARIAL - SRI LANKA

20 USINES



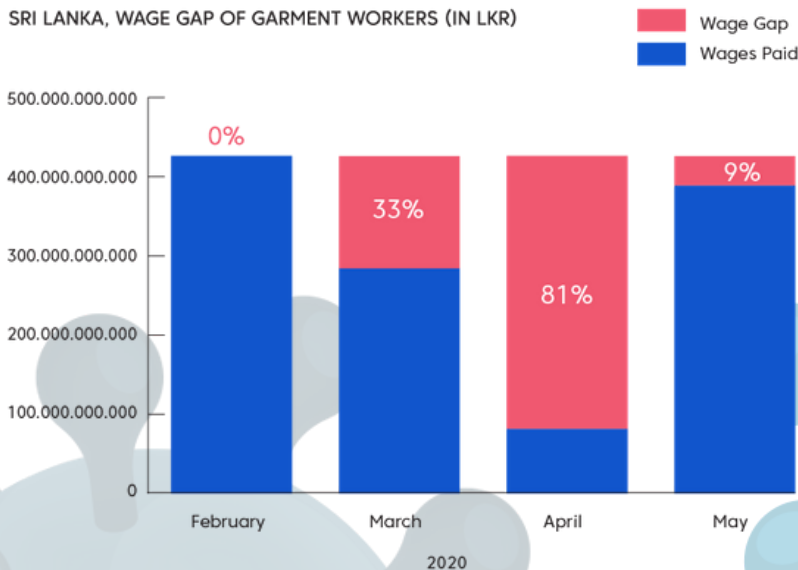
10 USINES

PRIMARK®

6 USINES



SRI LANKA, WAGE GAP OF GARMENT WORKERS (IN LKR)



écart salarial entre
mars et mai 2020:

**20,5 MILLIONS
D'EUROS**

Il s'agit d'estimations
comme l'explique le
rapport Un(der)paid in the
pandemic de la CCC

LUTTE NATIONALE AU CAMBODGE

Les travailleur-euses, leurs syndicats et les militant-es syndicaux au Cambodge ont décidé de ne pas accepter l'écart de salaire causé par la pandémie.

Pendant le lockdown, les usines étaient légalement tenues de ne payer que 40 % des salaires des travailleur-euses. Le gouvernement a promis d'y ajouter 20 % supplémentaires, les laissant avec seulement 60 % de leurs salaires. Et dans les faits, ils et elles se retrouvaient souvent avec moins parce que les paiements du gouvernement n'avaient pas été effectués.

En juin, le gouvernement a annoncé que le paiement des indemnités d'ancienneté semestrielles serait également reporté d'un an, alors que de nombreux travailleur-euses, après des mois de salaire partiel, comptaient sur cet argent.



LUTTE NATIONALE AU CAMBODGE

Les syndicats cambodgiens et les groupes de défense des droits des travailleur-euses ont calculé que 64 EUR par mois étaient dus aux travailleur-euses pour la période concernée par la réduction des salaires. Ils demandent aux marques qui s'approvisionnent au Cambodge, ainsi qu'au gouvernement, de veiller à ce que : les travailleur-euses reçoivent les primes qui leur sont dues sans délai, que l'écart salarial soit comblé et que tous les travailleur-euses licencié-es reçoivent une indemnité de licenciement complète.



Leur campagne pour des salaires plus élevés avait conduit à une maigre augmentation mensuelle de 1,7 EUR sur le salaire actuel de 160 EUR par mois.

Ils et elles ont besoin de la solidarité internationale pour soutenir leur campagne visant à rendre les marques responsables des conditions de vie des travailleur-euses dans leurs filières d'approvisionnement

LUTTE NATIONALE AU CAMBODGE

H&M, Primark et Nike produisent au Cambodge

H&M



33 USINES

PRIMARK®



22 USINES



12 USINES

en 2020, le salaire minimum au Cambodge
équivalent à **160 euro** par mois



PARTOUT, LES EFFETS DU COVID-19

La réponse des marques et des enseignes de l'habillement face à la pandémie a touché les travailleur-euses du monde entier : dans les filières d'approvisionnement de **H&M**, **Primark** et **Nike** en Asie, mais aussi dans d'autres filières d'approvisionnement et sur d'autres continents, tels que l'Afrique, l'Europe et les Amériques.

MAROC

Au Maroc, dans la filière d'approvisionnement d'**Inditex** - propriétaire de **Zara**, **Bershka**, **Stradivarius**, **Pull & Bear** - les travailleur-euses ont reçu leurs salaires en retard pendant plusieurs mois. Ils et elles ont commencé à subir d'autres violations de leurs droits au moment où les salaires n'ont plus du tout été versés et lorsque leur usine a complètement fermé. Le groupe de travailleur-euses de l'usine de la Société Le Grand Maghreb Industrie a été laissé sans emploi ou sans indemnisation du jour au lendemain.

PARTOUT, LES EFFETS DU COVID-19

Aida, 20 ans, travaillait dans une usine qui produit des vêtements pour **The Children's Place**. Son salaire avait été réduit de 22 EUR à 8,5 EUR par mois depuis mars. Elle partage que ses employeurs leur avaient dit que l'entreprise pourrait faire faillite en raison du volume de commandes perdues après que **The Children's Place** ait annulé des commandes.



ÉTHIOPIE

"J'ai peur de perdre mon emploi à cause de la crise, de me faire expulser de ma maison alors que je n'ai pas les moyens de payer mon loyer. (...) Les jours où je saute des repas sont devenus plus fréquents (...) Avant, je mangeais des légumes, mais maintenant je ne consomme plus que des repas à base de farine de maïs."

PARTOUT, LES EFFETS DU COVID-19

ROUMANIE



En Roumanie, de nombreuses travailleuses employées à l'usine **Tanex**, qui fournit un certain nombre de grandes marques internationales, n'ont reçu que la moitié de leur salaire pour les mois de mars et avril [140EUR], alors qu'elles avaient travaillé à plein temps pour cette usine. La seule femme qui a osé parler publiquement de cette injustice, Angelica, a été harcelée et renvoyée.

Grâce à l'organisation des travailleuses, le dialogue avec des marques et, finalement, à la pression exercée par les marques sur la direction de **Tanex**, la plupart des travailleuses ont maintenant reçu leur salaire rétroactivement. Angelica et trois autres travailleuses qui ont quitté l'usine, continuent à se battre pour recevoir l'argent que leur doit la direction de l'usine.

PARTOUT, LES EFFETS DU COVID-19

MYANMAR

Une usine de Yangon, au Myanmar, où 439 femmes et 61 hommes fabriquaient des vestes et des pantalons pour **Mango**, **Zara**, **Kiabi**, **New Locker** et **Bestseller** a soudainement fermé en mars, après que propriétaire ait fui le pays. C'était le jour de la paie mensuelle. Les travailleuses se sont retrouvées sans salaire ni compensation pour la perte de leur emploi. Le propriétaire a imputé la faillite aux répercussions de l'épidémie, qui a rendu impossible l'obtention de matières premières en provenance de Chine.

300 millions de kyats (près de 200 000 EUR) sont dus aux travailleur-euses. Ils et elles ont organisé une manifestation au bureau du district de Yangon pour demander la vente aux enchères des actifs de l'entreprise et le paiement de leurs salaires, des indemnités de licenciement et des cotisations de sécurité sociale. Les marques doivent veiller à ce que les travailleur-euses reçoivent les salaires et avantages légalement dus (y compris les salaires de février, les indemnités de licenciement et les indemnités de préavis).

IL EST TEMPS D'AGIR!



Interpellons les marques et surtout

H&M, Nike et Primark :

Do you #PayYourWorkers?

Plus d'infos sur www.achact.be et sur



Rendez-vous sur FashionChecker.org/fr
pour savoir ce que les marques et enseignes
de vêtements payent aux travailleur-euses
de leurs filières et lutter pour le paiement
d'un salaire vital et plus de transparence
dans les filières



ach**ACT**

**Clean
Clothes
Campaign**



Co-funded by
the European Union